

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

AVENANT N° 17 DU 14 MAI 2014
À L'ACCORD DU 1^{ER} OCTOBRE 2001
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE DES CADRES
NOR : ASET1450938M

Entre :

La CAPEB ;

La FFB ;

La FFIE ;

La FNSCOP BTP ;

La FNTP,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La FG FO construction ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 7.1 du règlement du régime national de prévoyance des cadres de BTP-Prévoyance est ainsi rédigé :

« 7.1. Maintien des garanties en cas de licenciement,
ou de rupture du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage

En cas de licenciement ou de rupture du contrat de travail ouvrant droit à indemnisation par l'assurance chômage, le droit au maintien des garanties est accordé à tout participant, sans contrepartie de cotisation :

- temporairement, lorsque cette rupture a été suivie, immédiatement et de manière continue :
- par une indemnisation au titre de l'assurance chômage (y compris l'allocation de solidarité spécifique) ;
- ou du suivi d'un stage de formation professionnelle accompli dans le secteur du BTP ou agréé par une commission nationale paritaire de l'emploi du BTP.

Dans ce cas, le maintien des garanties est accordé :

- aussi longtemps que le participant atteste d’une situation continue d’indemnisation au titre de l’assurance chômage, d’indemnisation d’un arrêt maladie par la sécurité sociale ou du suivi d’un stage de formation professionnelle tel que susvisé ;
- et ce pendant une période maximale de 36 mois de date à date à compter de la date de fin du contrat de travail ;
- sans limitation de durée, lorsque le participant :
 - a fait l’objet d’une mesure de licenciement alors qu’il était en arrêt de travail, ou a été reconnu invalide par la sécurité sociale contrat de travail non rompu, et n’exerce depuis cette date aucune activité rémunérée ;
 - et bénéficie de prestations d’indemnités journalières ou de rentes d’invalidité servies par BTP-Prévoyance. »

La présente modification est applicable aux licenciements ou ruptures postérieurs à la date du 31 mai 2014.

Article 2

L’article 21 du régime de prévoyance des cadres est ainsi rédigé :

« Article 21

Forfait parentalité et accouchement

21.1. Forfait parentalité

Un forfait parentalité est versé à tout salarié couvert par le présent accord, pour chaque enfant né ou en cas d’adoption d’un enfant de moins de 7 ans. Le montant de ce forfait est fixé à 8 % du plafond mensuel de la sécurité sociale de l’année au cours de laquelle intervient la naissance ou l’adoption.

Le forfait est également versé en cas de naissance sans vie, lorsque celle-ci se traduit par une inscription au registre d’état civil et sur le livret de famille.

21.2. Forfait accouchement

Un forfait est versé à la femme salariée cadre pour chaque accouchement dont le montant est fixé comme suit : 2,6 % du plafond annuel de la sécurité sociale de l’année au cours de laquelle intervient la naissance.

Ce forfait s’ajoute au forfait parentalité.

Le forfait est également versé en cas d’accouchement d’un enfant sans vie, lorsque celui-ci se traduit par une inscription au registre d’état civil et sur le livret de famille. »

Article 3

La rubrique « Naissance » de l’annexe des garanties est remplacée par la rubrique « Parentalité, accouchement » suivante :

PARENTALITÉ, ACCOUCHEMENT	
Forfait parentalité	8 % du PMSS
Forfait accouchement	2,6 % du PASS
PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale. PASS : plafond annuel de la sécurité sociale.	

Article 4

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} juin 2014.

Article 5

Le texte du présent avenant sera déposé en un nombre d'exemplaires suffisant à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

Fait à Paris, le 14 mai 2014.

(Suivent les signatures.)